
Revue d'Alsace

Revue d'Alsace

135 | 2009

Les sociétés d'histoire de l'Alsace et leurs fédérations

Kintz (Jean-Pierre), *Regards sur l'histoire de l'Alsace (XVI^e-XX^e siècle)*

Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, Strasbourg,
578 p., 2008

Claude Muller



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/437>

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 498-499

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Claude Muller, « Kintz (Jean-Pierre), *Regards sur l'histoire de l'Alsace (XVI^e-XX^e siècle)* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 135 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/437>

Tous droits réservés

Ville ou entre les autorités politiques concurrentes de la province (Conseil souverain d'Alsace, Directoire de la Noblesse de Basse Alsace, institutions militaires), tandis que le préteur royal entend bien défendre les intérêts de la Couronne et avoir sa place dans la vie quotidienne des individus. Projeté à un niveau supérieur, le conflit, en prêtant le flanc à toutes sortes d'interprétations et de manipulations, devient politique, dans la mesure où il touche à la police des étrangers et, en définitive, à l'autonomie même de la Ville de Strasbourg.

Le principal intérêt de cette étude est de montrer la fluidité des critères adoptés ainsi que le caractère évolutif, et non figé, des rapports de force entre 1681 et 1789 et la relativité des catégorisations – régnicole / étranger, bourgeois / manant – qui recouvrent des réalités complexes et à géométrie variable. De ce fait, Hanna Sonkajärvi a réussi son pari. Et ce ne sont ni les quelques imperfections de forme ou maladresses d'expression, de la part d'un auteur dont le mérite est de ne pas être strasbourgeoise ni même « régnicole », ni l'absence totale d'illustrations susceptibles d'agrémenter la lecture de cet ouvrage qui sont de nature à compromettre la qualité de son travail.

Jean-Michel Boehler

KINTZ (Jean-Pierre), *Regards sur l'histoire de l'Alsace (XVI^e-XX^e siècle)*, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 2008, 578 p.

Labour profond des archives, ratissage méticuleux des sources, soin du texte élaboré, moisson d'une incomparable richesse. Tel est le lot de l'historien confirmé. Il apparaît généralement, en pleine lumière, au soir d'une vie d'érudition, lorsque sonne l'heure du bilan. La trentaine d'articles disséminés en de multiples revues et regroupés en un seul et épais volume témoigne du patient labeur de Jean-Pierre Kintz. La table des matières fait apparaître cinq axes de préoccupations de l'auteur : la ville, la démographie, les réalités économiques, l'instruction et la presse.

Jean-Pierre Kintz excelle évidemment dans la période qui est devenue la sienne, du milieu du XVI^e siècle au milieu du XVII^e siècle. Son fonds de recherche – et de commerce – se situe aux Archives Municipales de Strasbourg qui conservent les exceptionnels registres des délibérations des conseils (XV et surtout XXI). Leur parcours consciencieux ainsi que leur dépouillement fastidieux fournissent d'innombrables renseignements sur les splendeurs et les misères de la fière cité rhénane. Est-il utile de préciser que les textes présentés dans la première partie (la ville, diriger et rayonner) constituent désormais des classiques de l'histoire d'Alsace ?

Réduire Jean-Pierre Kintz à un spécialiste du tournant du XVII^e siècle apparaît bien sûr comme une erreur, tant il est vrai que le professeur émérite dispose d'autres cordes à son arc. Pionnier de l'histoire démographique à une période pré-ordinateur ou pré-internet, il s'est intéressé au dénombrement « alsacien » de Vauban, à l'enquête de 1723 (peut-être de 1709 réévaluée), à l'anthroponymie, à l'émigration vers l'Amérique. La soif de chiffres y va de pair avec une critique serrée des sources.

Par ailleurs, la carrière de l'auteur explique son intérêt pour l'histoire du journalisme, aux XIX^e et XX^e siècles notamment.

La sélection de Jean-Pierre Kintz présente, en définitive, un beau panel d'un « bon serviteur de Clio », selon la formule de Francis Rapp qui préface l'ouvrage. Un regret toutefois : le choix porte sur des articles parus dans des revues alsaciennes comme la *Revue d'Alsace* ou l'*Annuaire des Amis du Vieux Strasbourg*, au détriment des nombreuses communications à des colloques universitaires, dont les actes brillent souvent par leur absence dans les bibliothèques. Jean-Pierre Kintz a-t-il fait paraître le meilleur de sa production dans l'édition de sa région ? Si oui, c'est tout à son honneur.

Claude Muller

XIX^e - XX^e siècle

AUDUC (Arlette), *Quand les monuments construisaient la nation. Le service des monuments historiques de 1830 à 1940*, Paris, 2008 (Comité d'histoire du ministère de la Culture. Travaux et document n°25), 640 p.

Jusqu'à ce jour, l'ouvrage de référence sur l'histoire du service des monuments historiques demeurait *La vie des monuments français. Destruction, restauration* de l'ancien directeur des Beaux-Arts, Paul Léon, paru en 1951. Mais depuis les années 1980, les recherches sur le service des monuments historiques, et plus généralement le patrimoine, se sont multipliées : une nouvelle synthèse s'avérait nécessaire.

Un tel projet exigeait des compétences solides d'historien et une bonne connaissance de l'administration du patrimoine : agrégée d'histoire et conservateur régional de l'inventaire de l'Île-de-France, Arlette Auduc possédait cette double casquette. Son ouvrage est le résultat d'une thèse préparée à l'EPHE sous la direction de Jean-Michel Leniaud et soutenue en janvier 2006.

Cette vaste enquête traite à la fois des aspects administratifs, législatifs et réglementaires, et financiers de l'histoire du service des monuments historiques, ainsi que de l'évolution de sa « doctrine » en matière de classements et de restauration.

L'auteur a naturellement choisi de commencer ses investigations en 1830, date de la création d'un poste d'inspecteur général des monuments historiques, qui donne naissance au service. À l'autre bout, le choix était moins évident, mais la date de 1940 s'est imposée afin de pouvoir étudier l'ensemble de la III^e République et de montrer la continuité de la période, avant la rupture que constitue la seconde guerre mondiale.

Pour mener à bien cette enquête, l'auteur a dépouillé une grande quantité d'archives et d'imprimés. Les archives administratives du service des monuments